



Treaty Series No. 19 (1935)

INTERNATIONAL
SANITARY CONVENTION
FOR AERIAL NAVIGATION

The Hague, April 12, 1933

[Ratifications deposited at The Hague by His Majesty's Government in the United Kingdom
September 15, 1934, and by His Majesty's Government in the Commonwealth
of Australia, February 18, 1935]

*Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs
to Parliament by Command of His Majesty*

LONDON

PRINTED AND PUBLISHED BY HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased directly from H.M. STATIONERY OFFICE at the following addresses:

Adastral House, Kingsway, London, W.C.2; 120 George Street, Edinburgh 2;

York Street, Manchester 1; 1 St. Andrew's Crescent, Cardiff;

80 Chichester Street, Belfast;

or through any Bookseller

1935

Price 9d. Net

Cmd. 4938

CONVENTION SANITAIRE INTERNATIONALE POUR LA NAVIGATION AERIENNE.*

[Ratifications deposited at The Hague by His Majesty's Government in the United Kingdom, September 15, 1934, and by His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia, February 18, 1935.]

EN vue de régler le contrôle sanitaire de la navigation aérienne, les soussignés, plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes, munis de pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

PREMIÈRE PARTIE.—Dispositions générales.

ARTICLE PREMIER.

Aux effets de la présente Convention, les Hautes Parties contractantes adoptent les définitions suivantes :

I.—Le mot *aéronef* désigne tout appareil pouvant se soutenir dans l'atmosphère grâce aux réactions de l'air et destiné à la navigation aérienne.

La présente Convention n'est applicable qu'aux aéronefs :

- 1°. dont le lieu de départ et le lieu d'atterrissage final sont situés sur des territoires différents ;
- 2°. qui, leur lieu de départ et leur lieu d'atterrissage final étant situés sur le même territoire, font une escale intermédiaire sur un territoire différent ;
- 3°. qui survolent sans escale plus d'un territoire,

que ces territoires soient placés sous la souveraineté, la suzeraineté, le mandat ou l'autorité de la même Puissance ou de Puissances différentes.

II.—On entend par *aérodrome autorisé* un aérodrome, douanier ou autre, spécialement désigné par l'autorité compétente de l'État où il se trouve et sur lequel les aéronefs peuvent effectuer le premier atterrissage en pénétrant sur un territoire ou prendre le départ pour quitter un territoire.

III.—On entend par *aérodrome sanitaire* un aérodrome autorisé qui est organisé et outillé conformément aux dispositions de l'article 5 de la présente Convention et désigné comme tel par l'autorité compétente du Pays.

IV.—Le mot *équipage* comprend toute personne ayant à bord une fonction relative à la conduite ou à la sécurité du vol de l'aéronef, ou employée à bord, d'une manière quelconque, au service de l'aéronef, des passagers ou de la cargaison.

* For translation, see page 25.

V.—Le mot *circonscription* désigne une partie de territoire bien déterminée, ainsi une province, un gouvernement, un district, un département, un canton, une île, une commune, une ville, un quartier de ville, un village, un port, une agglomération, &c., quelles que soient l'étendue et la population de ces portions de territoire.

Un aéroport peut constituer une circonscription, sous les conditions prévues à l'article 8 de la présente Convention.

VI.—Le mot *observation* signifie isolement des personnes dans un local approprié.

Le mot *surveillance* signifie que les personnes ne sont pas isolées, qu'elles peuvent se déplacer librement, mais qu'elles sont signalées à l'autorité sanitaire dans les divers endroits où elles se rendent et soumises à un examen médical constatant leur état de santé.

VII.—Le mot *jour* signifie un intervalle de vingt-quatre heures.

ARTICLE 2.

Tout ce qui, dans la présente Convention, concerne les aéroports doit être entendu comme s'appliquant *mutatis mutandis* aux emplacements pour l'amérissage des hydravions et appareils similaires.

Section I.—Des aéroports en général et de leur personnel.

ARTICLE 3.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à pourvoir ses aéroports autorisés d'une organisation sanitaire adaptée aux besoins courants de la prophylaxie et comprenant au minimum des arrangements déterminés assurant le concours d'un médecin toutes les fois que sa présence peut être nécessaire pour les inspections médicales envisagées par la présente Convention.

ARTICLE 4.

Il appartient à chaque Haute Partie contractante, en tenant compte des risques de maladies infectieuses auxquels son territoire peut être exposé, de décider si elle constituera, ou non, des aéroports sanitaires et quels aéroports autorisés seront choisis à cet effet.

ARTICLE 5.

L'aéroport sanitaire doit avoir, en tout temps, à sa disposition :

- (a) un service médical organisé, auquel soient affectés un médecin au moins et un ou plusieurs agents sanitaires, étant entendu que ce personnel ne sera pas nécessairement présent en permanence à l'aéroport;
- (b) un local pour la visite médicale;
- (c) l'outillage pour le prélèvement et l'envoi de matériel suspect aux fins d'examen dans un laboratoire, s'il n'y a pas possibilité de procéder sur place à cet examen;

- (d) les moyens pour pouvoir, en cas de nécessité, isoler, transporter et soigner les malades, isoler les contacts séparément des malades et accomplir toute autre mesure prophylactique dans des locaux appropriés, soit dans l'aérodrome, soit à proximité;
- (e) le matériel indispensable pour procéder, le cas échéant, à la désinfection, la désinsectisation et la dératisation, ainsi qu'à l'application des autres mesures établies par la présente Convention.

Il devra être pourvu d'un service d'eau potable non suspecte en quantité suffisante, ainsi que d'un système, présentant toute la sécurité possible, pour l'enlèvement des déchets et ordures et pour l'évacuation des eaux usées. Il devra être, dans toute la mesure possible, à l'abri des rats.

ARTICLE 6.

Le médecin de l'aérodrome sanitaire doit être un fonctionnaire dépendant de l'autorité sanitaire compétente, ou être agréé par elle.

ARTICLE 7.

Chacune des Hautes Parties contractantes communiquera, pour qu'elle soit portée à la connaissance des autres Hautes Parties contractantes, la liste de ses aérodromes sanitaires soit à l'Office international d'Hygiène publique, soit à la Commission internationale de la Navigation aérienne, qui se transmettront mutuellement les informations ainsi reçues. La communication devra comprendre, pour chaque aérodrome, des données concernant sa situation, ses installations sanitaires et son personnel sanitaire.

Pour les Hautes Parties contractantes ayant adhéré au Code sanitaire panaméricain, la notification à l'Office international d'Hygiène publique prévue au présent article, ainsi qu'aux articles 8, 37, 40, 58, 59 et 60 de la présente Convention, pourra être faite par l'intermédiaire du Bureau sanitaire panaméricain.

ARTICLE 8.

Pour qu'un aérodrome sanitaire puisse être désigné comme constituant une circonscription, aux effets de la notification des maladies infectieuses et pour l'application des autres dispositions de la présente Convention, il faut :

- 1°. qu'il soit organisé pour que l'entrée ou la sortie de toute personne puisse être contrôlée par l'autorité compétente;
- 2°. au cas où une maladie visée par l'article 18 de la présente Convention existerait sur le territoire environnant, que l'accès de l'aérodrome soit interdit à toute personne suspecte d'être contaminée, arrivant par toute autre voie que la voie aérienne, et que des mesures soient appliquées, à la satisfaction de l'autorité compétente, en vue

d'empêcher que les personnes qui séjournent ou qui sont de passage dans l'aérodrome encourent le risque de contagion, soit par contact avec les personnes du dehors soit par tout autre moyen.

Pour qu'un aérodrome autorisé qui n'est pas un aérodrome sanitaire puisse être, de même, désigné comme constituant une circonscription, il faut, en outre, qu'il soit, par sa situation topographique, pratiquement à l'abri de toute possibilité de contamination.

Les Hautes Parties contractantes notifieront à l'Office international d'Hygiène publique les aérodromes constitués en circonscription conformément aux termes du présent article, et l'Office communiquera cette désignation aux autres Hautes Parties contractantes et à la Commission internationale de la Navigation aérienne.

Section II.—*Documents sanitaires de bord.*

ARTICLE 9.

Les inscriptions suivantes seront portées au carnet de route, sous la rubrique " Observations " ;

- 1°. les faits d'ordre sanitaire survenus sur l'aéronef au cours du voyage ;
- 2°. les mesures sanitaires subies par l'aéronef avant le départ ou pendant les escales, par application de la présente Convention ;
- 3°. éventuellement des informations concernant l'apparition, dans le pays que quitte l'aéronef, d'une des maladies infectieuses visées dans la Troisième Partie de la présente Convention, ladite inscription étant faite en vue de faciliter les enquêtes médicales auxquelles les passagers arrivant sur les aérodromes d'un autre territoire pourraient être soumis.

A cet effet, le Gouvernement de tout pays indemne dans lequel apparaît une desdites maladies devra, indépendamment des autres voies par lesquelles il est déjà tenu de notifier aux autres pays la survenance et la nature des cas dont il s'agit, transmettre les informations nécessaires aux autorités compétentes de tous ses aérodromes autorisés. Celles-ci devront les porter sur les carnets de route, au départ de l'aéronef, pendant une période de 15 jours à partir de la réception de la première communication.

Les aéronefs ne sont pas tenus d'avoir une patente de santé. Les inscriptions portées au carnet de route en exécution du présent article seront vérifiées et certifiées gratuitement par l'autorité compétente de l'aérodrome.

Section III.—*Marchandises et Poste.*

ARTICLE 10.

Les marchandises se trouvant à bord des aéronefs peuvent, outre les mesures spécifiées aux articles 25, 29, 33, 42, 44, 47, 49 et 51 de la présente Convention, être soumises à celles qui seraient appliquées légalement dans le pays aux marchandises importées par un moyen quelconque de transport.

ARTICLE 11.

Ne sont soumis à aucune mesure : les lettres et correspondance, imprimés, livres, journaux, papiers d'affaires, colis postaux et tous envois par la poste, à moins qu'ils ne contiennent des objets se trouvant dans les conditions prévues à l'article 33 de la présente Convention.

DEUXIÈME PARTIE.—*Régime sanitaire couramment applicable.*

ARTICLE 12.

Dans les aérodromes sanitaires ou autorisés, le médecin attaché à l'aérodrome a le droit de procéder—soit avant le départ, soit après l'atterrissage des aéronefs—à une visite de reconnaissance sanitaire des voyageurs et de l'équipage, lorsque les circonstances justifient cette mesure.

Toutefois, cette visite devra être combinée avec les autres opérations usuelles de police et de douane, pour éviter tout retard et pour ne pas entraver la continuation du voyage. Elle ne devra donner lieu à la perception d'aucune taxe. Réserve est faite du droit, pour le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Égypte, de percevoir les taxes prévues par son régime spécial.

ARTICLE 13.

Dans tout aérodrome, et sous réserve du transport de malades par un aéronef qui leur soit spécialement affecté, l'autorité compétente, sur l'avis du médecin attaché à l'aérodrome, a le droit d'interdire l'embarquement des personnes présentant des symptômes de maladies infectieuses.

S'il n'y a pas de médecin présent, l'autorité compétente de l'aérodrome peut différer le départ desdites personnes, jusqu'à ce qu'elle ait pris l'avis d'un médecin à leur sujet.

ARTICLE 14.

Il est interdit aux aéronefs de jeter ou de laisser tomber en vol des matières capables de provoquer l'éclosion de maladies infectieuses.

ARTICLE 15.

S'il a besoin de débarquer un malade, le commandant de l'aéronef avisera, autant que possible, l'aérodrome d'arrivée en temps utile avant l'atterrissage.

ARTICLE 16.

Si, à bord d'un aéronef, il existe un cas d'une maladie infectieuse non visée dans la Troisième Partie de la présente Convention, confirmé par le médecin de l'aérodrome, on appliquera les mesures ordinaires en vigueur dans le pays où l'aérodrome se trouve. Le malade pourra être débarqué et, si l'autorité sanitaire compétente le juge à propos, isolé dans un local approprié; les autres passagers et l'équipage auront la faculté de reprendre le voyage, après visite médicale et, s'il y a lieu, exécution des mesures sanitaires appropriées.

Celles de ces mesures sanitaires qui sont applicables sur l'aérodrome devront être combinées avec les opérations de police et de douane de manière à ne retenir l'aéronef que le moins de temps possible.

ARTICLE 17.

Sauf dans les cas expressément prévus par la présente Convention, les aéronefs seront dispensés des formalités sanitaires tant sur les aérodromes d'escale que sur l'aérodrome de destination.

TROISIÈME PARTIE.—*Régime sanitaire applicable au cas de certaines maladies.*

ARTICLE 18.

Les maladies visées par la présente Partie de la Convention comme devant faire l'objet des dispositions y spécifiées sont: la peste, le choléra, la fièvre jaune, le typhus exanthématique et la variole.

ARTICLE 19.

Aux effets de la présente Convention, la période d'incubation est comptée: pour six jours s'il s'agit de peste; pour cinq s'il s'agit de choléra; pour six s'il s'agit de fièvre jaune; pour douze s'il s'agit de typhus exanthématique; et pour quatorze jours s'il s'agit de variole.

ARTICLE 20.

Les administrations supérieures d'hygiène transmettront aux aérodromes sanitaires et autorisés de leurs pays respectifs tous les renseignements, contenus dans les notifications et communications épidémiologiques reçues de l'Office international d'Hygiène publique (et des Bureaux régionaux avec lesquels il a conclu des accords).

cet effet) en exécution des dispositions de la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926, qui seraient de nature à influencer sur le contrôle sanitaire à exercer dans ces aérodromes.

ARTICLE 21.

Les mesures telles qu'elles sont prévues dans la présente Partie de la Convention doivent être interprétées comme constituant un maximum, dans les limites duquel les Hautes Parties contractantes pourront réglementer le traitement des aéronefs.

Il appartient à chacune des Hautes Parties contractantes de décider si des mesures doivent être appliquées, dans les limites de la présente Convention, aux provenances d'une circonscription ou d'un aérodrome étrangers.

Il sera tenu compte, à cet égard, le plus largement possible des renseignements reçus et des mesures antérieurement appliquées, conformément aux dispositions de l'article 54 ci-après.

ARTICLE 22.

Pour l'application des dispositions de la présente Partie, une circonscription est considérée comme atteinte quand elle est qualifiée comme telle aux termes de la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926.*

Chapitre premier.—*Dispositions applicables en cas de peste, choléra, typhus exanthématique et variole.*

Section I.—*Mesures au départ.*

ARTICLE 23.

Les mesures à appliquer, au départ des aéronefs d'une circonscription atteinte de l'une des maladies visées au présent Chapitre, sont les suivantes :

- 1°. nettoyage à fond de l'aéronef, surtout des parties pouvant se prêter à la contamination;
- 2°. visite médicale des passagers et de l'équipage;
- 3°. exclusion de toute personne présentant des symptômes de l'une des maladies visées, ainsi que des personnes de l'entourage des malades se trouvant dans des conditions telles qu'elles puissent transmettre la maladie;
- 4°. visite des effets personnels, qui ne seront admis qu'en état de propreté suffisante;

* Aux termes de l'article 10 et de l'article 11, premier alinéa, de la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926, une circonscription est "atteinte" de l'une des maladies visées quand il s'agit: pour la *peste* et la *fièvre jaune*, d'un premier cas reconnu non importé; pour le *choléra*, de cas formant "foyer"—c'est-à-dire lorsque l'apparition de nouveaux cas au delà de l'entourage des premiers prouve qu'on n'est pas parvenu à limiter l'expansion de la maladie là où elle s'était manifestée à son début;—pour le *typhus exanthématique* et la *variole* de manifestations de la maladie sous forme épidémique.

- 5°. en cas de peste, dératisation, s'il y a lieu de soupçonner l'existence de rats à bord;
- 6°. en cas de typhus exanthématique, désinsectisation, limitée aux personnes qui, à la suite de la visite médicale, pourront être regardées comme susceptibles de transmettre l'infection, ainsi qu'à leurs bagages.

Les documents de bord seront pourvus des annotations conformes aux dispositions de l'article 9.

Section II.—Mesures à l'arrivée.

ARTICLE 24.

Les aéronefs, même venant d'une circonscription atteinte de l'une des maladies auxquelles s'applique le présent Chapitre, peuvent atterrir dans tous les aérodromes autorisés. Toutefois, chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté, si les conditions épidémiologiques l'exigent, d'imposer aux aéronefs en provenance de certaines circonscriptions l'obligation d'atterrir sur des aérodromes sanitaires ou autorisés déterminés, compte tenu de la position géographique de ces aérodromes et des trajets suivis par les aéronefs, de manière à ne pas entraver la navigation aérienne.

Les seules mesures éventuellement applicables dans les aérodromes autorisés qui ne sont pas en même temps des aérodromes sanitaires sont la visite médicale de l'équipage et des passagers, le débarquement et l'isolement des malades. Les passagers et l'équipage ne pourront pas franchir les limites fixées par l'autorité de l'aérodrome, sauf autorisation du médecin chargé de la visite. Cette interdiction pourra être imposée dans les escales à l'aéronef jusqu'à ce qu'il atterrisse dans un aérodrome sanitaire, où il subira les mesures prévues au présent Chapitre.

ARTICLE 25.

Le commandant de l'aéronef est tenu, dès l'atterrissage, de se mettre à la disposition de l'autorité sanitaire, de répondre à toute demande de renseignements sanitaires qui lui sera faite par le service compétent et de présenter, pour examen, les documents de bord.

Au cas où l'aéronef, en pénétrant sur un territoire, atterrirait en dehors d'un aérodrome sanitaire ou autorisé, le commandant de l'aéronef devra, si l'aéronef provient d'une circonscription atteinte ou est lui-même atteint, en faire la déclaration à l'autorité locale la plus proche, qui prendra les dispositions compatibles avec les circonstances en s'inspirant des principes généraux de la présente Convention et dirigera, si possible, l'aéronef sur un aérodrome sanitaire. Aucune marchandise ne sera débarquée et aucun passager ou membre de l'équipage ne pourra s'éloigner de l'aéronef sans l'autorisation de l'autorité sanitaire compétente.

ARTICLE 26.

Pour l'application de la présente Convention, la surveillance ne peut pas être remplacée par l'observation, sauf :

- (a) dans les circonstances où elle ne serait pas jugée praticable avec une efficacité satisfaisante ; ou
- (b) si le risque d'introduction de l'infection dans le pays est considéré comme exceptionnellement grave ; ou
- (c) si la personne devant être soumise à la surveillance ne présente pas des garanties sanitaires suffisantes.

Les personnes soumises à l'observation ou à la surveillance doivent se prêter à toutes recherches que l'autorité sanitaire juge nécessaires.

(A)—*Peste.*

ARTICLE 27.

S'il n'y a pas eu de cas de peste à bord, les seules mesures pouvant être prescrites sont :

- 1°. la visite médicale des passagers et de l'équipage ;
- 2°. la dératisation et la désinsectisation, dans les cas exceptionnels où elles seraient considérées comme nécessaires, et si elles n'ont pas été appliquées dans l'aérodrome de départ ;
- 3°. l'équipage et les passagers peuvent être soumis à la surveillance, qui ne dépassera pas six jours à partir de la date à laquelle l'aéronef a quitté la circonscription atteinte.

ARTICLE 28.

S'il y a, à bord, un cas avéré ou suspect de peste, les mesures applicables sont les suivantes :

- 1°. visite médicale ;
- 2°. le malade est immédiatement débarqué et isolé ;
- 3°. toutes les personnes qui ont été en contact avec le malade et celles que l'autorité sanitaire a des motifs de considérer comme suspectes sont soumises à la surveillance pour un laps de temps n'excédant pas six jours à dater de l'arrivée de l'aéronef ;
- 4°. les effets à usage, le linge et tous les autres objets qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérés comme contaminés sont désinsectisés et, s'il y a lieu, désinfectés ;
- 5°. les parties suspectes de l'aéronef sont désinsectisées ;
- 6°. l'autorité sanitaire pourra, dans des cas exceptionnels, appliquer la dératisation, s'il y a lieu de soupçonner la présence de rats à bord et si l'opération n'a pas été effectuée au départ.

ARTICLE 29.

Si l'autorité estime que des marchandises, en provenance d'une circonscription atteinte de peste, peuvent renfermer des rats ou des puces, ces marchandises ne seront déchargées qu'avec les précautions nécessaires.

(B)—*Choléra.*

ARTICLE 30.

S'il n'y a pas eu à bord de cas de choléra, les seules mesures pouvant être prescrites sont :

- 1°. la visite médicale des passagers et de l'équipage ;
- 2°. la surveillance des passagers et de l'équipage, pour une période qui ne dépassera pas cinq jours à partir de la date à laquelle l'aéronef a quitté la circonscription atteinte.

ARTICLE 31.

Si, pendant le voyage, il s'est produit à bord un cas de maladie présentant les symptômes cliniques du choléra, l'aéronef est soumis, dans les escales ou à l'arrivée, au régime suivant :

- 1°. visite médicale ;
- 2°. le ou les malades sont immédiatement débarqués et isolés ;
- 3°. l'équipage et les passagers sont soumis à la surveillance, pour un laps de temps n'excédant pas cinq jours à dater de l'arrivée de l'aéronef ;
- 4°. les effets à usage, le linge et tous les autres objets qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérés comme contaminés sont désinfectés ;
- 5°. les parties de l'aéronef qui ont été habitées par les malades ou qui sont considérées comme pouvant être contaminées sont désinfectées ;
- 6°. lorsque l'eau potable à bord est considérée comme suspecte, elle est désinfectée et, sauf impossibilité, déversée et remplacée par une eau de bonne qualité, après désinfection du réservoir.

Dans les pays où la recherche des porteurs de germes cholériques est prescrite à l'égard des ressortissants, les personnes arrivées par aéronefs et qui veulent séjourner dans le pays doivent se soumettre aux obligations imposées, dans les mêmes circonstances, auxdits ressortissants.

ARTICLE 32.

Les personnes justifiant qu'elles ont été vaccinées contre le choléra depuis moins de six mois et plus de six jours ne pourront être soumises qu'à la surveillance.

La justification consistera en une attestation écrite signée d'un médecin, dont la signature sera légalisée ; à défaut de légalisation,

l'attestation sera contresignée par : soit (a) le médecin affecté à un aérodrome sanitaire; soit (b) une personne, autre que celle chargée d'effectuer les inoculations, ayant qualité pour certifier une demande de passeport, d'après les règlements du Pays.

ARTICLE 33.

Le débarquement des aliments frais suivants : poissons, coquillages, fruits et légumes, en provenance d'une circonscription atteinte de choléra, peut être prohibé.

(C)—*Typhus exanthématique.*

ARTICLE 34.

(a) S'il n'y a pas eu de cas de typhus à bord, aucune mesure sanitaire ne peut être appliquée, à l'exception de celles, prescrites à l'article 52 de la présente Convention, concernant les personnes qui ont quitté depuis moins de 12 jours une circonscription où le typhus exanthématique est épidémique.

(b) S'il y a un cas de typhus exanthématique à bord, les mesures suivantes sont applicables :

- 1°. visite médicale;
- 2°. le malade est immédiatement débarqué, isolé et épouillé;
- 3°. les autres personnes qu'il y aurait lieu de croire être porteuses de poux, ou avoir été exposées à l'infection, sont aussi épouillées et peuvent être soumises à une surveillance dont la durée ne pourra jamais dépasser douze jours, à compter de la date de l'épouillage;
- 4°. le linge, les effets à usage et les autres objets qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérés comme contaminés sont désinsectisés;
- 5°. les parties de l'aéronef où a séjourné le typhique et qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérées comme contaminées sont désinsectisées.

(D)—*Variole.*

ARTICLE 35.

(a) S'il n'y a pas eu de cas de variole à bord, aucune mesure sanitaire ne peut être appliquée, sauf à l'égard des personnes qui ont quitté depuis moins de 14 jours une circonscription où la variole est épidémique et qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, ne sont pas suffisamment immunisées. Ces personnes peuvent, sans préjudice des dispositions de l'article 52, être soumises soit à la vaccination soit à la surveillance, soit à la vaccination suivie de surveillance, la durée de celle-ci ne pouvant excéder 14 jours, à compter de la date d'arrivée de l'aéronef.

(b) S'il y a un cas de variole à bord, les mesures suivantes sont applicables:

- 1°. visite médicale;
- 2°. le malade est immédiatement débarqué et isolé;
- 3°. les autres personnes qu'il y aurait lieu de croire avoir été exposées à l'infection et qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, ne sont pas suffisamment immunisées peuvent être soumises aux dispositions prévues au paragraphe (a) du présent article;
- 4°. le linge, les effets à usage et les autres objets qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérés comme ayant été récemment contaminés sont désinfectés;
- 5°. les parties de l'aéronef où a séjourné le varioleux ou qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérées comme contaminées sont désinfectées.

Au sens du présent article, seront considérées comme immunisées les personnes: (a) pouvant justifier qu'elles ont subi une attaque antérieure de la maladie ou qu'elles ont été vaccinées depuis moins de trois ans et plus de 12 jours; ou (b) présentant des signes locaux de réaction précoce attestant une immunité suffisante. En dehors des cas où ces signes existent, la justification sera donnée par une attestation écrite d'un médecin, authentifiée de la manière prévue au deuxième alinéa de l'article 32.

Chapitre II.—*Dispositions applicables en cas de fièvre jaune.*

Section I.—*Dispositions générales.*

ARTICLE 36.

Dans les territoires où l'endémicité de la fièvre jaune peut être soupçonnée, les Hautes Parties contractantes prendront les dispositions nécessaires pour rechercher si la fièvre jaune existe sur leur territoire sous une forme non reconnaissable cliniquement, mais décelable par examen biologique.

ARTICLE 37.

Indépendamment de la notification des cas et des circonstances relatives aux cas avérés de fièvre jaune, telle qu'elle est réglée par les articles 1, 2, 3, 4, 5 et 8 de la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à notifier immédiatement aux autres Hautes Parties contractantes et, en même temps, à l'Office international d'Hygiène publique (soit directement soit par l'intermédiaire des Bureaux régionaux avec lesquels il a conclu des accords à cet effet) la découverte, sur son territoire, de l'existence actuelle de la fièvre jaune sous la forme susvisée.

Section II.—*Dispositions concernant les régions dans lesquelles la fièvre jaune est constatée ou existe à l'état endémique.*

ARTICLE 38.

Nonobstant l'article 4 et sous réserve des dispositions prévues à l'article 46 ci-après, tout aérodrome ouvert aux aéronefs désignés à l'article 1^{er}, I, deuxième alinéa, de la présente Convention et qui est installé dans une région, c'est-à-dire une partie de territoire, où la fièvre jaune existe sous une forme cliniquement ou biologiquement reconnaissable, devra être un aérodrome sanitaire répondant à la définition de la présente Convention et, en outre :

- (a) être situé à une distance adéquate du centre habité le plus proche;
- (b) être pourvu d'un système d'approvisionnement en eau complètement protégé contre les moustiques et être débarrassé, dans toute la mesure possible, des moustiques au moyen de mesures systématiquement destinées à supprimer les gîtes et à détruire les insectes à tous les stades de leur développement;
- (c) être pourvu de logements protégés contre les moustiques, pour les équipages des aéronefs et pour le personnel de l'aérodrome;
- (d) être pourvu d'un bâtiment d'habitation protégé contre les moustiques, dans lequel les passagers pourront être logés ou hospitalisés en cas d'application des mesures prévues ci-après aux articles 42 et 44.

ARTICLE 39.

Si, dans la région où la fièvre jaune est constatée ou existe à l'état endémique, il n'y a pas déjà un aérodrome répondant aux conditions spécifiées à l'article qui précède, toute navigation aérienne de cette région vers un autre territoire sera suspendue jusqu'à ce qu'un tel aérodrome ait été installé.

ARTICLE 40.

Tout aérodrome établi et équipé conformément aux dispositions de l'article 38 ci-dessus sera appelé aérodrome *antiamaril* et considéré comme formant une circonscription séparée. La création d'un tel aérodrome devra être notifiée, par la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle il est situé, aux autres Hautes Parties contractantes et soit à l'Office international d'Hygiène publique, soit à la Commission internationale de la Navigation aérienne, dans les conditions prévues à l'article 7. Par suite de cette notification, la déclaration de l'existence de la fièvre jaune dans une ville ou un village adjacents ou dans une autre circonscription ne s'appliquera pas à l'aérodrome. Ledit aérodrome ne pourra être déclaré atteint

que si des cas de fièvre jaune se sont produits parmi les personnes y résidant.

ARTICLE 41.

Si un aérodrome antiamaril devient une circonscription atteinte, la navigation aérienne de cet aérodrome vers tout autre territoire sera interrompue jusqu'à ce que toutes les mesures destinées à le libérer de l'infection aient été prises et que tous les risques de propagation de la fièvre jaune aient disparu.

ARTICLE 42.

Dans le cas où l'aérodrome antiamaril n'est pas contaminé, mais où la fièvre jaune existe dans la région, les mesures suivantes seront prises au départ ou, en tout cas, le moins de temps possible avant le départ d'un aéronef :

- 1°. inspection de l'aéronef et de sa cargaison, pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de moustiques, et démoustication éventuelle. Mention en devra figurer au carnet de route;
- 2°. inspection médicale des passagers et des membres de l'équipage; ceux qui sont suspects d'être atteints de fièvre jaune ou pour lesquels il est dûment établi qu'ils ont été exposés à l'infection amarile seront astreints à rester sous observation soit dans l'enceinte de l'aérodrome, soit ailleurs, dans des conditions approuvées par l'autorité sanitaire, jusqu'à ce qu'ils aient complété une période de six jours, à compter du dernier jour où ils ont été exposés à l'infection;
- 3°. les noms des passagers et des membres de l'équipage seront inscrits au carnet de route, ainsi que les renseignements touchant leur exposition à l'infection, la durée et les conditions de l'observation subie par eux avant le départ.

ARTICLE 43.

Tout aéronef en transit, ne venant pas d'une région où la fièvre jaune existe et faisant escale pour se ravitailler dans un aérodrome antiamaril, sera dispensé des mesures sanitaires prévues au départ de cet aérodrome. Dans la suite de son voyage, il ne sera pas soumis aux dispositions du présent chapitre, à la condition que le carnet de route porte la mention qu'il n'a touché l'aérodrome antiamaril que pour se ravitailler.

ARTICLE 44.

Les aéronefs désignés à l'article 1^{er}, I, deuxième alinéa, de la présente Convention, naviguant entre deux régions où la fièvre jaune existe, devront prendre leur départ et atterrir à un aérodrome antiamaril de ces régions. Les passagers, l'équipage et les marchandises ne pourront être débarqués ou embarqués qu'à un aérodrome antiamaril.

Au cours de leur voyage entre ces aérodromes, les aéronefs pourront faire escale, pour se ravitailler, dans tout aérodrome non situé dans une région où existe la fièvre jaune.

Les mesures à prendre à l'arrivée à l'aérodrome antiamaril seront les suivantes :

- 1°. inspection de l'aéronef et de sa cargaison, pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de moustiques, et démoustication éventuelle;
- 2°. examen médical des passagers et des membres de l'équipage, pour s'assurer qu'ils ne présentent pas de symptômes de fièvre jaune.

Si une personne est soupçonnée d'être atteinte de fièvre jaune, ou s'il n'est pas établi, à la satisfaction de l'autorité sanitaire de l'aérodrome d'arrivée, qu'une personne a complété une période de six jours depuis qu'elle a pu être exposée à l'infection, l'observation pourra lui être imposée, soit dans l'enceinte de l'aérodrome, soit ailleurs, dans des conditions approuvées par l'autorité sanitaire, pendant une période ne dépassant pas six jours à compter du dernier jour où ladite personne a pu être infectée.

ARTICLE 45.

Les aéronefs ayant pris leur départ de l'aérodrome antiamaril dans une région où existe la fièvre jaune et arrivant dans une région où elle n'existe pas seront régis par les dispositions des Sections III et IV ci-après.

ARTICLE 46.

Aux fins de la navigation aérienne locale, rien dans la présente Section ne sera considéré comme empêchant les Gouvernements de territoires voisins dans lesquels la fièvre jaune est constatée ou existe à l'état endémique d'établir et d'utiliser, par accord réciproque, des aérodromes qui ne soient pas des aérodromes antiamarils, pour les besoins de la navigation aérienne entre lesdits territoires exclusivement.

Section III.—Dispositions concernant les territoires ou régions dans lesquels la fièvre jaune n'existe pas, mais pourrait trouver des conditions permettant son développement.

ARTICLE 47.

Dans les territoires ou régions où la fièvre jaune n'existe pas, mais pourrait trouver des conditions permettant son développement, les mesures qui peuvent être prises à l'arrivée d'un aéronef sur un aérodrome sanitaire sont les suivantes :

- 1°. inspection de l'aéronef et de sa cargaison, pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de moustiques, et démoustication éventuelle;

- 2°. examen médical des passagers et des membres de l'équipage, pour s'assurer qu'ils ne présentent pas de symptômes de fièvre jaune.

Si une personne est soupçonnée d'être atteinte de fièvre jaune, ou s'il n'est pas établi, à la satisfaction de l'autorité sanitaire de l'aérodrome, qu'une personne a complété une période de six jours depuis qu'elle a pu être exposée à l'infection, l'observation pourra lui être imposée soit dans l'enceinte de l'aérodrome, soit ailleurs, dans les conditions approuvées par l'autorité sanitaire, pendant une période ne dépassant pas six jours à compter du dernier jour où ladite personne a pu être infectée.

ARTICLE 48.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, sauf circonstances exceptionnelles dont il devra être justifié, à ne pas invoquer de motifs d'ordre sanitaire pour interdire l'atterrissage dans les territoires visés à l'article 47 des aéronefs provenant des régions où la fièvre jaune existe, à la condition que les dispositions de la Section II du présent Chapitre, notamment celles concernant les mesures prescrites au départ, y soient observées.

ARTICLE 49.

Néanmoins, les Hautes Parties contractantes peuvent désigner des aérodromes sanitaires déterminés, où devront atterrir les aéronefs en provenance de territoires où la fièvre jaune existe, lorsqu'ils auront à débarquer des passagers, l'équipage ou des marchandises.

Section IV.—*Dispositions concernant les territoires ou régions où les conditions ne permettent pas à la fièvre jaune de s'implanter.*

ARTICLE 50.

Dans les territoires ou régions où les conditions ne permettent pas à la fièvre jaune de s'implanter, les aéronefs provenant des régions où existe la fièvre jaune pourront atterrir dans tout aérodrome sanitaire ou autorisé.

ARTICLE 51.

Les mesures à prendre à l'arrivée sont les suivantes :

- 1°. inspection de l'aéronef et de sa cargaison, pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de moustiques, et démoustication éventuelle ;
- 2°. examen médical des passagers et des membres de l'équipage.

Chapitre III.—*Dispositions communes.*

ARTICLE 52.

Les personnes, arrivant à bord d'un aéronef sur le territoire d'une des Hautes Parties contractantes, qui ont été exposées au risque d'infection par l'une des maladies visées à l'article 18 de la présente Convention et qui sont dans les limites de la période d'incubation, peuvent, sous réserve des dispositions du Chapitre II de la présente Partie, être soumises à la surveillance jusqu'à l'achèvement de cette période.

En ce qui concerne le choléra et la variole, les dispositions des articles 32 et 35, relatives aux personnes immunisées, s'appliquent également aux mesures prévues au présent article.

ARTICLE 53.

Les personnes qui, à leur arrivée à un aéroport, sont considérées, aux termes des dispositions de la présente Partie, comme passibles de la surveillance jusqu'à expiration de la période d'incubation de la maladie peuvent néanmoins continuer leur voyage, à la condition que le fait soit notifié aux autorités des escales suivantes et du lieu de destination, soit par inscription au carnet de route visé à l'article 9 de la présente Convention, soit par tout autre moyen propre à assurer qu'elles pourront être soumises à la visite médicale à chacun des aéroports suivants situés sur leur route.

Celles qui seraient passibles de l'observation, dans les conditions prévues aux articles 26, 44, quatrième alinéa, et 47, deuxième alinéa, de la présente Convention, ne pourront être autorisées à continuer le voyage qu'à l'expiration de la période d'incubation, sauf—pour les maladies autres que la fièvre jaune—avec l'approbation des autorités sanitaires du lieu de destination.

ARTICLE 54.

L'autorité sanitaire de chaque aéroport tiendra compte le plus largement possible, pour l'application des mesures sanitaires à un aéronef en provenance d'une circonscription atteinte, de celles qui auront déjà été imposées à cet aéronef, dans un autre aéroport sanitaire d'un pays étranger ou du même pays, et dûment notées au carnet de route visé à l'article 9 de la présente Convention.

Les aéronefs, en provenance d'une circonscription atteinte, qui auront été l'objet de mesures sanitaires appliquées d'une façon satisfaisante ne subiront pas une seconde fois ces mesures à leur arrivée dans un autre aéroport, que celui-ci appartienne ou non au même pays, à la condition qu'il ne se soit produit depuis lors aucun incident entraînant l'application desdites mesures et que l'aéronef n'ait pas fait escale dans un aéroport atteint, sauf pour s'approvisionner en combustible.

ARTICLE 55.

L'autorité de l'aérodrome qui applique des mesures sanitaires délivrera gratuitement, au commandant de l'aéronef ou à toute personne intéressée, toutes les fois que la demande en sera faite, un certificat spécifiant la nature des mesures, les méthodes employées, les parties de l'aéronef traitées et les raisons pour lesquelles les mesures ont été appliquées.

Elle délivrera, de même, gratuitement, sur demande, aux passagers arrivés par un aéronef sur lequel serait survenu un cas des maladies infectieuses visées à l'article 18, un certificat indiquant la date de leur arrivée et les mesures auxquelles eux et leurs bagages ont été soumis.

ARTICLE 56.

Sauf dans les cas expressément prévus par la présente Convention, les aéronefs ne devront pas être retenus pour des motifs sanitaires.

Si un aéronef a été occupé par un malade atteint de peste, de choléra, de fièvre jaune, de typhus exanthématique ou de variole, il ne sera retenu que le temps strictement nécessaire pour être soumis aux mesures prophylactiques applicables à l'aéronef dans chaque cas prévu par la présente Convention.

ARTICLE 57.

Sous réserve des dispositions du Chapitre II de la présente Convention et notamment de son article 47, tout aéronef qui ne veut pas se soumettre aux obligations imposées par l'autorité de l'aérodrome, en vertu des stipulations de la présente Convention, est libre de continuer sa route. Il ne pourra, toutefois, s'arrêter dans un autre aérodrome du même pays, sauf pour s'y ravitailler.

Il sera autorisé à débarquer ses marchandises, à la condition qu'il soit isolé et que les marchandises soient soumises, le cas échéant, aux mesures prévues à l'article 10 de la présente Convention.

Il sera également autorisé à débarquer les passagers qui en feront la demande, à la condition que ceux-ci se soumettent aux mesures prescrites par l'autorité sanitaire.

L'aéronef peut aussi embarquer du combustible, des pièces de rechange, des vivres et de l'eau en restant isolé.

QUATRIÈME PARTIE.—*Dispositions finales.*

ARTICLE 58.

Deux ou plusieurs des Hautes Parties contractantes ont la faculté de conclure entre elles, sur la base des principes de la présente Convention, des accords spéciaux touchant des points particuliers de la réglementation sanitaire aérienne, notamment en ce qui concerne l'application sur leurs territoires du Chapitre II de la Troisième Partie.

Ces accords, ainsi que ceux visés à l'article 46, devront être notifiés, dès leur mise en vigueur, soit à l'Office international d'Hygiène publique, soit à la Commission internationale de la Navigation aérienne, dans les conditions prévues à l'article 7.

ARTICLE 59.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de demander l'avis du Comité permanent de l'Office international d'Hygiène publique, avant d'avoir recours à toute autre procédure, au cas où un dissentiment s'élèverait entre elles relativement à l'interprétation de la présente Convention.

ARTICLE 60.

Sans préjudice de la disposition prévue au dernier alinéa de l'article 12, les Hautes Parties contractantes s'engagent à appliquer, pour les opérations sanitaires dans leurs aérodromes, aux aéronefs des autres Hautes Parties contractantes le même tarif qu'à leurs aéronefs nationaux.

Ce tarif sera aussi modéré que possible et notifié soit à l'Office international d'Hygiène publique, soit à la Commission internationale de la Navigation aérienne, dans les conditions prévues à l'article 7.

ARTICLE 61.

Toute Haute Partie contractante qui désirera voir apporter des modifications à la présente Convention devra communiquer ses propositions au Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en saisira l'Office international d'Hygiène publique, qui, s'il le juge opportun, rédigera un protocole amendant la Convention et le transmettra au Gouvernement des Pays-Bas.

Le Gouvernement des Pays-Bas soumettra par circulaire datée le texte dudit protocole aux Gouvernements des autres Hautes Parties contractantes, en leur demandant s'ils acceptent les modifications proposées. L'adhésion de chacune des Hautes Parties contractantes à ces modifications résultera soit d'une approbation expresse donnée au Gouvernement des Pays-Bas, soit du fait qu'elle se sera abstenue de notifier à celui-ci des objections dans les douze mois à partir de la date de la circulaire susvisée.

Lorsque le nombre des adhésions expresses ou tacites représentera les deux tiers au moins des Gouvernements des Hautes Parties contractantes, le Gouvernement des Pays-Bas le constatera au moyen d'un procès-verbal qu'il communiquera à l'Office international d'Hygiène publique et aux Gouvernements de toutes les Hautes Parties contractantes. Le protocole entrera en vigueur, entre les Hautes Parties contractantes mentionnées audit procès-verbal, à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la date de ce procès-verbal. La présente Convention continuera à être appliquée sans

157
modification par les autres Hautes Parties contractantes jusqu'au jour où elles auront adhéré au protocole.

ARTICLE 62.

La présente Convention portera la date de ce jour et pourra être signée pendant la durée d'un an à partir de cette date.

ARTICLE 63.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront remis au Gouvernement des Pays-Bas aussitôt que faire se pourra.

Dès que dix ratifications auront été déposées, le Gouvernement des Pays-Bas en dressera procès-verbal. Il transmettra des copies de ce procès-verbal aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes et à l'Office international d'Hygiène publique. La présente Convention entrera en vigueur le cent-vingtième jour après la date dudit procès-verbal.

Chaque dépôt ultérieur de ratifications sera constaté par un procès-verbal établi et communiqué selon la procédure indiquée ci-dessus. La présente Convention entrera en vigueur à l'égard de chacune des Hautes Parties contractantes le cent-vingtième jour après la date du procès-verbal constatant le dépôt de ses ratifications.

ARTICLE 64.

Les Pays non signataires de la présente Convention seront admis à y adhérer à tout moment à partir de la date du procès-verbal constatant le dépôt des dix premières ratifications.

Chaque adhésion sera effectuée au moyen d'une notification par la voie diplomatique adressée au Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci déposera l'acte d'adhésion dans ses archives; il informera aussitôt les Gouvernements de tous les Pays participant à la Convention, ainsi que l'Office international d'Hygiène publique, en leur faisant connaître la date du dépôt. Chaque adhésion produira effet le cent-vingtième jour à partir de cette date.

ARTICLE 65.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que par son acceptation de la présente Convention, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Gouvernement des Pays-Bas qu'elle entend rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la Convention s'appliquera aux territoires visés dans la notification le cent-vingtième jour à partir de la date du dépôt de cette notification dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas.

De même chacune des Hautes Parties contractantes peut, à tout moment, après l'expiration de la période mentionnée à l'article 66, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente Convention à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration un an après la date du dépôt de cette déclaration dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas.

Le Gouvernement des Pays-Bas informera les Gouvernements de tous les Pays participant à la présente Convention, ainsi que l'Office international d'Hygiène publique, des notifications et déclarations faites par application des dispositions ci-dessus, en leur faisant connaître la date du dépôt de celles-ci dans ses archives.

ARTICLE 66.

Le Gouvernement de chacun des Pays participant à la présente Convention pourra, à tout moment, après que la Convention aura été en vigueur à son égard pendant cinq ans, la dénoncer par notification écrite adressée par voie diplomatique au Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci déposera l'acte de dénonciation dans ses archives; il informera aussitôt les Gouvernements de tous les Pays participant à la Convention, ainsi que l'Office international d'Hygiène publique, en leur faisant connaître la date du dépôt; chaque dénonciation produira effet un an après cette date.

ARTICLE 67.

La signature de la présente Convention ne pourra être accompagnée d'aucune réserve qui n'aura pas été préalablement approuvée par les Hautes Parties contractantes déjà signataires. De même il ne sera pas pris acte de ratifications ni d'adhésions accompagnées de réserves qui n'auront pas été approuvées préalablement par tous les Pays participant à la Convention.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention.

Fait à la Haye, le douze avril mil neuf cent trente-trois, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouverne-

ment des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique à chacune des Hautes Parties contractantes.

Union of South Africa : Union de l'Afrique du Sud :

A. J. BOSMAN.

Germany : Allemagne :

JULIUS GRAF VON ZECH-BURKERSRODA.

United States of America : États-Unis d'Amérique :

(1) With reference to Article 61 no amendments to the Convention will be binding on the Government of the United States of America or territory subject to its jurisdiction unless such amendments be accepted by the Government of the United States of America.

(2) The Government of the United States of America reserves the right to decide whether from the standpoint of the measures to be applied a foreign district is to be considered as infected, and to decide what requirements shall be applied under special circumstances to aircraft and personnel arriving at an aerodrome in the United States of America or territory subject to its jurisdiction.

GRENVILLE T. EMMET.

Commonwealth of Australia : Australie :

In signing the present Convention in respect of the Commonwealth of Australia I declare that my signature is subject to the following reservation:—

“His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia reserve the right to accept only those certificates which are signed by a recognised official of the Public Health Service of the country concerned, and which carry within the text of the certificate an intimation of the office occupied by the person signing the certificate, if the circumstances appear to be such that certificates delivered under the conditions laid down in article 32 of the Convention do not provide all the necessary guarantees.”

In accordance with the provisions of article 65, I further declare that the acceptance of the Convention does not bind the territories of Papua and Norfolk Island or the Mandated Territories of New Guinea and Nauru.

HUBERT MONTGOMERY.

Austria : Autriche :

GEORG ALEXICH.

Belgium : Belgique :

CH. MASKENS.

Egypt : Egypte :

HAFEZ AFIFI.

Spain : Espagne :

J. GÓMEZ OCERIN.

France :	VITROLLES.	France :
Morocco :	VITROLLES.	Maroc :
Tunis :	VITROLLES.	Tunisie :
Syria :	VITROLLES.	Syrie :
Lebanon :	VITROLLES.	Liban :

Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire not separate members of the League of Nations :	Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations.
--	---

In accordance with the provisions of paragraph 1 of Article 65 of the convention I hereby declare that my signature does not include Newfoundland or any British Colony or Protectorate or any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom.*

	ODO RUSSELL.	
Greece :	TRIANAFYLLAKOS.	Grèce :
Irish Free State :	O'KELLY DE GALLAGH.	État libre d'Irlande :
Italy :	FRANCESCO MARIA TALIANI.	Italie :
Monaco :	HENRI E. REY.	Monaco :
New Zealand :	ODO RUSSELL.	Nouvelle-Zélande :
Netherlands :	BEELAERTS VAN BLOKLAND.	Pays-Bas :
	(à l'exception des Indes néerlandaises, du Surinam et de Curaçao) (excluding the Netherlands East Indies, Surinam and Curaçao)	
Poland :	W. BABINSKI.	Pologne :
Roumania :	GR. BILCIURESCO.	Roumanie :
Sweden :	ADLERCREUTZ.	Suède :

* See, on page 46, list of British colonies, &c., to which the Convention has been made applicable by a notification made under Article 65, paragraph 2.

[Translation.]

INTERNATIONAL SANITARY CONVENTION FOR AERIAL NAVIGATION.

The Hague, April 12, 1933.

WITH a view to the regulation of the sanitary control of aerial navigation,

the undersigned, plenipotentiaries of the High Contracting Parties, furnished with full powers found in good and due form, have agreed on the following articles:—

PART I.—*General Provisions.*

ARTICLE 1.

For the purposes of this Convention the High Contracting Parties adopt the following definitions:—

I.—The word *aircraft* includes any machine which can derive support in the atmosphere from the reactions of the air, and is intended for aerial navigation.

The present Convention applies only to aircraft—

- (1) of which the place of departure and place of final landing are situated in different territories;
- (2) which, although the place of departure and place of final landing are situated on the same territory, make an intermediate landing on a different territory;
- (3) which fly without landing over more than one territory;

whether these territories are placed under the sovereignty, suzerainty, mandate or authority of the same Power or of different Powers.

II.—The words *authorised aerodrome* denote a customs or other aerodrome, specially designated as such by the competent authority of the State in which it is situated, on which aircraft may make their first landing on entering a territory, or from which they may depart on leaving a territory.

III.—The words *sanitary aerodrome* denote an authorised aerodrome organised and equipped in accordance with the terms of Article 5 of the present Convention, and designated as such by any competent authority of the country.

IV.—The word *crew* includes any person having duties on board in connexion with the flying or the safety of the flight of the aircraft or employed on board in any way in the service of the aircraft, the passengers or the cargo.

V.—The words *local area* denote a well-defined area, such as a province, a government, a district, a department, a canton, an island, a commune, a town, a quarter of a town, a village, a port, an agglomeration, &c., whatever may be the extent and population of such areas. Subject to the conditions laid down in Article 8 of the present Convention, an aerodrome may constitute a local area.

VI.—The word *observation* means the isolation of persons in a suitable place.

The word *surveillance* means that persons are not isolated, that they may move about freely, but that they are notified to the sanitary authorities of the several places whither they are bound and are subjected to a medical examination with a view to establishing their state of health.

VII.—The word *day* means an interval of 24 hours.

ARTICLE 2.

Whatever relates in the present Convention to aerodromes is to be understood as applying *mutatis mutandis* to places for the landing on water of hydroplanes and similar craft.

Section I.—*Aerodromes in general and their Staff.*

ARTICLE 3.

Each High Contracting Party undertakes to provide on his authorised aerodromes a sanitary organisation adapted to the current needs of prophylaxis, which as a minimum shall consist of definite arrangements to ensure the attendance of a medical practitioner, at such times as may be necessary, for the medical examinations contemplated by the present Convention.

ARTICLE 4.

It rests with each High Contracting Party, taking into account the risks of infectious disease to which his territory may be exposed, to decide whether or not to establish sanitary aerodromes and which authorised aerodromes shall be selected for this purpose.

ARTICLE 5.

The sanitary aerodrome shall at all times have at its disposal—

- (a) An organised medical service with one medical officer at least and one or more sanitary inspectors, it being understood that this staff will not necessarily be in permanent attendance at the aerodrome;
- (b) A place for medical inspection;

- (c) Equipment for taking and despatching suspected material for examination in a laboratory, if such examination cannot be made on the spot;
- (d) Facilities, in the case of necessity for the isolation, transport and care of the sick, for the isolation of contacts separately from the sick and for carrying out any other prophylactic measure in suitable premises either within the aerodrome or in proximity to it;
- (e) Apparatus necessary for carrying out disinfection, disinsectisation and deratisation if required, as well as any other measures laid down in the present Convention.

The aerodrome shall be provided with a sufficient supply of wholesome drinking water, and with a proper and safe system for the disposal of excreta and refuse, and for the removal of waste water.

The aerodrome shall, as far as possible, be protected from rats.

ARTICLE 6.

The medical officer of the sanitary aerodrome shall be an official of, or approved by, the competent sanitary authority.

ARTICLE 7.

Each High Contracting Party shall communicate, either to the Office International d'Hygiène publique or to the International Commission for Air Navigation (which will transmit to each other the information thus received) a list of his sanitary aerodromes, in order that it may be brought to the knowledge of the other High Contracting Parties. The communication shall include, in the case of each aerodrome, details as to its situation, its sanitary equipment and its sanitary staff.

The notification to the Office International d'Hygiène publique provided for in the present Article, as well as in Articles 8, 37, 40, 58, 59 and 60 of the present Convention may, in the case of those High Contracting Parties who have adhered to the Pan-American Sanitary Code, be made through the intermediary of the Pan-American Sanitary Bureau.

ARTICLE 8.

In order that a sanitary aerodrome may be designated as a local area for the purpose of notification of infectious diseases and for other purposes as provided by the present Convention it must be so organised that—

- (1) The entry and exit of any persons are under the supervision and control of the competent authority;

- (2) In the case of a disease specified in Article 18 of this Convention occurring in the surrounding territory, access to the aerodrome by any route other than the air is forbidden to persons suspected of being infected, and measures are applied to the satisfaction of the competent authority with a view to preventing persons who are resident in or passing through the aerodrome from being exposed to the risk of infection, either by contact with persons from outside or by any other means.

In order that an authorised aerodrome which is not a sanitary aerodrome may similarly be designated a local area, it is necessary in addition that it shall be so situated, topographically, as to be beyond all probable risk of infection from without.

The High Contracting Parties shall notify to the Office International d'Hygiène publique aerodromes which have been constituted local areas in accordance with the terms of the present Article and the Office International d'Hygiène publique will communicate the notification to the other High Contracting Parties and to the International Commission for Air Navigation.

Section II.—*Aircraft Sanitary Documents.*

ARTICLE 9.

The following entries shall be made in the journey log book, under the heading "Observations":—

- (1) Any facts relevant to public health which have arisen on the aircraft in course of the voyage;
- (2) Any sanitary measures undergone by the aircraft before departure or at places of call, in application of the present Convention.
- (3) Information concerning the appearance in the country from which the aircraft is departing of any of the infectious diseases mentioned in Part III of the present Convention. This entry is made with a view to facilitating the medical examination which passengers arriving at aerodromes in another territory may be required to undergo.

For this purpose the Government of any non-infected country in which one of the said diseases makes its appearance shall, in addition to other means by which it is already required to inform other countries of the outbreak of such diseases and of their nature, transmit the necessary information to the competent authorities of each of its authorised aerodromes. The latter shall enter the information in the journey log of any aircraft leaving the aerodrome during a period of fifteen days from the date on which the information was first received.

Aircraft shall not be required to carry Bills of Health. The entries made in the journey log book in accordance with the terms

of this Article shall be verified and certified free of charge by the competent authority of the aerodrome.

Section III.—*Merchandise and Mails.*

ARTICLE 10.

In addition to the measures prescribed in Articles 25, 29, 33, 42, 44, 47, 49 and 51 of the present Convention, merchandise in aircraft may be subject to the laws of the country as regards measures to be applied to merchandise imported by whatever means of transport.

ARTICLE 11.

Letters and correspondence, printed matter, books, newspapers, business documents, postal packages and anything sent by post shall not be subject to any sanitary measure unless they contain articles coming within the terms of Article 33 of the present Convention.

PART II.—*Sanitary Regulations generally Applicable.*

ARTICLE 12.

In the case of sanitary or authorised aerodromes, the medical officer attached to the aerodrome has the right, either before the departure or after the landing of aircraft, to proceed to inspect the sanitary condition of passengers and crew, whenever circumstances justify this measure.

This visit should, however, be so arranged in relation to the other ordinary administrative and customs operations as to avoid any delay or interference with the continuation of the voyage. No fees shall be charged for this inspection. Reservation is made of the right of the Sanitary and Maritime Quarantine Board of Egypt to levy dues in accordance with its special powers.

ARTICLE 13.

The competent authority of any aerodrome may, on the advice of the medical officer attached to the aerodrome, prohibit the embarkation of persons with symptoms of infectious disease, except in the case of the transport of sick persons by aircraft specially allocated for the purpose.

In the absence of a medical officer the competent authority of the aerodrome may defer the departure of such persons until the advice of a doctor has been obtained.

ARTICLE 14.

Aircraft in flight are forbidden to throw or to let fall matter capable of producing an outbreak of infectious disease.

ARTICLE 15.

If the commander of the aircraft wishes to disembark a sick person he shall, so far as he is able, notify the aerodrome of arrival in good time before landing.

ARTICLE 16.

If there is on board an aircraft a case of infectious disease duly verified by the medical officer attached to the aerodrome, not being a disease specified in Part III of the present Convention, the usual measures in force in the country in which the aerodrome is situated shall be applied. The sick person may be landed and, if the competent sanitary authority considers it desirable, isolated in a suitable place; the other passengers and the crew shall have the right to continue the voyage after medical inspection, and, if necessary, the carrying out of the appropriate sanitary measures.

Such of these sanitary measures as can be carried out at the aerodrome shall be so arranged in relation to the administrative and customs operations that the aircraft may be detained as short a time as possible.

ARTICLE 17.

Except as expressly provided for in the present Convention, aircraft shall be exempt from sanitary formalities at the aerodromes both of call and of final destination.

PART III.—*Sanitary Regulations applicable in the case of certain Diseases.*

ARTICLE 18.

The diseases which are the subject of the special measures prescribed by this Part of the Convention are plague, cholera, yellow fever, typhus and smallpox.

ARTICLE 19.

For the purposes of the present Convention the period of incubation is reckoned as 6 days in the case of plague, 5 days in the case of cholera, 6 days in the case of yellow fever, 12 days in the case of typhus, and 14 days in the case of smallpox.

ARTICLE 20.

The chief health authorities shall transmit to the sanitary and authorised aerodromes of their respective countries all information contained in the epidemiological notifications and communications received from the Office International d'Hygiène publique (and the Regional Bureaux with which it has made agreements for this

purpose) in execution of the provisions of the International Sanitary Convention of the 21st June, 1926,* which may affect the exercise of sanitary control in those aerodromes.

ARTICLE 21.

The measures prescribed in this Part of the Convention shall be regarded as constituting a maximum within the limits of which High Contracting Parties may regulate the procedure which may be applied to aircraft.

It is for each High Contracting Party to determine whether measures should be applied, within the limits of the present Convention, to arrivals from a foreign local area or aerodrome.

In this respect information received and measures already applied shall, in accordance with Article 54 of the present Convention, be taken into the fullest possible account.

ARTICLE 22.

For the purpose of Part III of the present Convention a local area is considered to be infected when the conditions specified in the International Sanitary Convention of the 21st June, 1926, are applicable to it.†

Chapter 1.—*Measures applicable in the Case of Plague, Cholera, Typhus and Smallpox.*

Section I.—*Measures on Departure.*

ARTICLE 23.

The measures to be applied on the departure of aircraft from a local area infected by one of the diseases mentioned in this Chapter are the following:—

- (1) Thorough cleansing of the aircraft, especially the parts liable to be contaminated.
- (2) Medical inspection of passengers and crew.
- (3) Exclusion of any person showing symptoms of one of the diseases in question; as well as of persons in such close relation with the sick as to render them liable to transmit the infection of these diseases.
- (4) Inspection of personal effects, which shall only be accepted if in a reasonable state of cleanliness.

* Cmd. 3207.

† According to the terms of the International Sanitary Convention of the 21st June, 1926, Article 10, and the first paragraph of Article 11, a local area is considered "infected" by one of the diseases in question, in the following circumstances: For plague and yellow fever when the first case recognised as non-imported is reported; for cholera when forming a foyer—that is, when the occurrence of new cases outside the immediate surroundings of the first cases proves that the spread of the disease has not been confined to the place where it began; for typhus and smallpox when they appear in epidemic form.

- (5) In the case of plague, deratisation if there is any reason to suspect the presence of rats on board.
- (6) In the case of typhus, disinsectisation, limited to persons who, after medical inspection, are considered as likely to convey infection, and to their effects.

The aircraft's papers shall be annotated in accordance with the requirements of Article 9.

Section II.—*Measures on Arrival.*

ARTICLE 24.

Aircraft, even when coming from a local area infected by one of the diseases to which this Chapter applies, may land at any authorised aerodrome. Nevertheless, each High Contracting Party, if epidemiological conditions demand such action, has the right to require aircraft coming from particular local areas to land at prescribed sanitary or authorised aerodromes, account being taken of the geographical position of those aerodromes and of the routes followed by the aircraft, in such a manner as not to hamper aerial navigation.

The only measures which, if necessary, may be taken at authorised aerodromes which are not also sanitary aerodromes, are the medical inspection of crew and passengers and the landing and isolation of the sick. Passengers and crew may not move beyond the limits prescribed by the aerodrome authority except with the permission of the visiting medical officer. This restriction may continue to be imposed on the aircraft at each landing place until it arrives at a sanitary aerodrome, where it will be subject to the measures laid down in this Chapter.

ARTICLE 25.

The commander of the aircraft is required, on landing, to place himself at the disposal of the sanitary authority, to answer all requests for information affecting public health which are made to him by the competent service, and to produce the aircraft's papers for examination.

Should an aircraft, on entering a territory, land elsewhere than on a sanitary or authorised aerodrome, the commander of the aircraft shall, if the aircraft comes from an infected local area or is itself infected, notify the nearest local authority to this effect, and the latter shall take such measures as are appropriate to the circumstances, being guided by the general principles on which the present Convention is based, and shall, if possible, direct the aircraft to a sanitary aerodrome. No cargo shall be unloaded and no passenger or member of the crew shall leave the vicinity of the aircraft without the permission of the competent sanitary authority.

ARTICLE 26.

In the application of the present Convention, surveillance may not be replaced by observation except—

- (a) in circumstances in which it would not be practicable to carry out surveillance with sufficient thoroughness; or
- (b) if the risk of the introduction of infection into the country is considered to be exceptionally serious; or
- (c) if the person who would be subject to surveillance cannot furnish adequate sanitary guarantees.

Persons under observation or surveillance shall submit themselves to any examination which the competent sanitary authority may consider necessary.

(A)—*Plague.*

ARTICLE 27.

If there has not been a case of plague on board, the only measures which may be prescribed are—

- (1) Medical inspection of passengers and crew;
- (2) Deratisation and disinsectisation, if in exceptional cases these operations are considered necessary, and if they have not been carried out at the aerodrome of departure;
- (3) The crew and passengers may be subjected to surveillance for a period not exceeding six days from the date on which the aircraft left the infected local area.

ARTICLE 28.

If there is on board a recognised or suspected case of plague, the following measures are applicable:—

- (1) Medical inspection;
- (2) The sick shall be immediately disembarked and isolated;
- (3) All persons who have been in contact with the sick, and those whom the sanitary authority has reason to consider suspect, shall be subject to surveillance for a period not exceeding six days from the date of arrival of the aircraft;
- (4) Personal effects, linen and any other articles which in the opinion of the sanitary authority are infected, shall be disinsectised and, if necessary, disinfected;
- (5) Any parts of the aircraft which are suspected of being infected shall be disinsectised;
- (6) The sanitary authority may carry out deratisation in exceptional cases, if there is any reason to suspect the presence of rats on board and if the operation was not carried out on departure.

ARTICLE 29.

If the sanitary authority considers that merchandise coming from an area infected with plague may harbour rats or fleas, such merchandise shall not be discharged except with the necessary precautions.

(B)—*Cholera.*

ARTICLE 30.

If there has not been a case of cholera on board, the only measures which may be prescribed are—

- (1) Medical inspection of passengers and crew;
- (2) Surveillance of passengers and crew for a period not exceeding five days from the date on which the aircraft left the infected local area.

ARTICLE 31.

If a case of disease presenting clinical signs of cholera appears on board during the voyage, the aircraft shall be subject, at places of call or on arrival, to the following procedure:—

- (1) Medical inspection;
- (2) The sick shall be immediately disembarked and isolated;
- (3) The crew and passengers shall be kept under surveillance for a period not exceeding five days from the date of arrival of the aircraft;
- (4) Personal effects, linen and all other articles which in the opinion of the sanitary authority are infected, shall be disinfected;
- (5) The parts of the aircraft which have been occupied by the sick or which are regarded as liable to have been infected, shall be disinfected;
- (6) When the drinking water on board is considered suspect, it shall be disinfected, and if practicable emptied out and replaced, after the disinfection of the container, by wholesome water.

In countries in which investigation for the detection of carriers of the cholera vibrio is prescribed for the inhabitants, persons arriving by aircraft who wish to remain in the country shall submit to the obligations imposed on the inhabitants.

ARTICLE 32.

Persons producing proof that they have been vaccinated against cholera within less than six months and more than six days, may be subjected to surveillance only.

Proof shall consist of a written certificate signed by a doctor whose signature shall be officially authenticated; failing such

authentication, the certificate shall be countersigned by either (a) the medical officer attached to a sanitary aerodrome or (b) a person, other than the person performing the vaccination, who is authorised to witness an application for a passport under the regulations of the country.

ARTICLE 33.

The unloading from aircraft of the following fresh foods may be prohibited: fish, shellfish, fruit and vegetables, coming from a local area infected with cholera.

(C)—*Typhus*.

ARTICLE 34.

(a) If there has not been a case of typhus on board, no sanitary measure may be carried out save those prescribed in Article 52 of the present Convention for persons who have within 12 days left a local area where typhus is epidemic.

(b) The following measures are applicable if there is a case of typhus on board:—

- (1) Medical inspection.
- (2) The sick shall be immediately disembarked, isolated and deloused.
- (3) Any person suspected of harbouring lice or of having been exposed to infection shall also be deloused, and may be subjected to surveillance for a period not exceeding 12 days, reckoned from the date of delousing.
- (4) Linen, personal effects, and other articles which the sanitary authority considers to be infected shall be disinsectised.
- (5) The parts of the aircraft which have been occupied by persons suffering from typhus and which the sanitary authority considers to be infected shall be disinsectised.

(D)—*Smallpox*.

ARTICLE 35.

(a) If there has not been a case of smallpox on board no sanitary measure may be carried out save in the case of persons who have within 14 days left a local area where smallpox is epidemic and who, in the opinion of the sanitary authority, are not sufficiently immunised. Such persons may be subjected, without prejudice to the terms of Article 52, to vaccination, or to surveillance, or to vaccination followed by surveillance, the period of which shall not exceed 14 days from the date of arrival of the aircraft.

(b) The following measures are applicable if there is a case of smallpox on board:—

- (1) Medical inspection.
- (2) The sick shall be immediately disembarked and isolated.

- (3) Other persons who there is reason to believe have been exposed to infection and who, in the opinion of the sanitary authority, are not sufficiently immunised may be subjected to the measures prescribed in paragraph (a) of this Article.
- (4) Linen, personal effects, and other articles which the sanitary authority considers to have been recently infected, shall be disinfected.
- (5) The parts of the aircraft which have been occupied by persons suffering from smallpox and which the sanitary authority considers to be infected shall be disinfected.

For the purposes of this Article persons shall be considered immune (a) if they can produce proof of a previous attack of smallpox, or if they have been vaccinated within less than three years and more than 12 days, or (b) if they show local signs of early reaction attesting an adequate immunity. Apart from cases where these signs are present, proof shall be afforded by a written certificate of a doctor, authenticated in the manner prescribed in the second paragraph of Article 32.

Chapter II.—*Measures applicable in the case of Yellow Fever.*

Section I.—*General Provisions.*

ARTICLE 36.

In territories where endemicity of yellow fever is suspected, the High Contracting Parties shall take the necessary steps to ascertain whether yellow fever exists in their territory in a form which, though not clinically recognisable, might be revealed by biological examination.

ARTICLE 37.

Independently of the notification of cases of and circumstances relating to recognised cases of yellow fever as laid down in Articles 1, 2, 3, 4, 5 and 8 of the International Sanitary Convention of the 21st June, 1926, each High Contracting Party undertakes to notify immediately to the other High Contracting Parties and at the same time to the Office International d'Hygiène publique (either directly or indirectly through the Regional Bureaux with which it has made agreements for this purpose), the discovery in his territory of the actual existence of yellow fever in the above-mentioned form.

Section II.—*Provisions concerning regions in which Yellow Fever has occurred or exists in an endemic form.*

ARTICLE 38.

Notwithstanding Article 4 of the present Convention, and subject to the terms of Article 46 hereafter, every aerodrome which receives aircraft to which Article 1, I, second paragraph, applies, and which

is situated in a region, that is to say a part of a territory, in which yellow fever exists in a form clinically or biologically recognisable, shall become a sanitary aerodrome as defined in the present Convention, and in addition, shall be—

- (1) Situated at an adequate distance from the nearest inhabited centre.
- (2) Provided with arrangements for a water supply completely protected against mosquitoes and kept as free as possible from mosquitoes by systematic measures for the suppression of breeding places and the destruction of the insects in all stages of development.
- (3) Provided with mosquito-proof dwellings for the crews of aircraft and for the staff of the aerodrome.
- (4) Provided with a mosquito-proof dwelling in which passengers can be accommodated or hospitalised when it is necessary to apply the measures specified in Articles 42 and 44 below.

ARTICLE 39.

If, in the region where yellow fever has occurred or exists in an endemic form, there is not already an aerodrome fulfilling the conditions specified in the preceding Article, all aerial navigation from this region to any other territory shall be suspended until such an aerodrome shall have been established.

ARTICLE 40.

Every aerodrome established and equipped in accordance with the provisions of Article 38 above shall be called an *anti-amaryl aerodrome*, and shall be deemed to be a separate local area. The creation of such an aerodrome shall be notified by the High Contracting Party in whose territory it is situated to the other High Contracting Parties, and either to the Office International d'Hygiène publique or to the International Commission for Aerial Navigation, under the conditions laid down in Article 7. Consequent on this notification, the declaration of the presence of yellow fever in an adjacent town or village, or in another local area, shall not apply to the aerodrome, and the aerodrome shall not be declared infected unless yellow fever occurs among the persons residing therein.

ARTICLE 41.

If an anti-amaryl aerodrome becomes an infected local area, aerial navigation from that aerodrome to any other territory shall be discontinued until all measures have been taken to free it from infection, and all risk of the spread of yellow fever has ceased.

ARTICLE 42.

Where the anti-amaryl aerodrome is not infected, but yellow fever exists in the region, the following measures shall be taken

on the departure, or in any event as late as possible before the departure, of an aircraft :—

- (1) Inspection of the aircraft and cargo to ensure that they do not contain mosquitoes, and, if necessary, disinsectisation. A record of this inspection and any action taken shall be entered in the journey log-book.
- (2) Medical inspection of passengers and crew; those who are suspected of suffering from yellow fever, or in whose case it has been duly established that they have been exposed to the infection of yellow fever, shall be required to remain under observation either within the precincts of the aerodrome or elsewhere, under conditions approved by the sanitary authority, until six days have elapsed since the last day on which they were exposed to infection.
- (3) The names of the passengers and crew shall be entered in the journey log-book, together with the relevant information with regard to their exposure to infection, and the period and conditions of the observation which they have undergone prior to departure.

ARTICLE 43.

Aircraft in transit, not coming from a region in which yellow fever exists, and landing for the purpose of taking in supplies in an anti-amaryl aerodrome, shall be exempt from the prescribed sanitary measures on leaving that aerodrome. In the further course of the voyage they shall not be subject to the provisions of this Chapter provided that the fact that they have called at an anti-amaryl aerodrome for the sole purpose of taking in supplies is entered in the journey log-book.

ARTICLE 44.

Aircraft to which Article 1, I, second paragraph, of the present Convention applies, flying between two regions where yellow fever exists must depart from and land at an anti-amaryl aerodrome in these regions. Passengers, crew and cargo shall not be disembarked or embarked except at an anti-amaryl aerodrome.

During the voyage between these aerodromes aircraft may land for the purpose of taking in supplies in any aerodrome not situated within a region where yellow fever exists.

The measures to be taken on arrival at the anti-amaryl aerodrome are the following :—

- (1) Inspection of the aircraft and cargo to ensure that they do not contain mosquitoes, and, if necessary, disinsectisation.
- (2) Medical examination of passengers and crew to ascertain that they are free from symptoms of yellow fever.

If a person is suspected to be suffering from yellow fever, or if it has not been established to the satisfaction of the sanitary authority

of the aerodrome of arrival that a person has completed a period of six days since possible exposure to infection, he may be subjected to observation either within the precincts of the aerodrome or elsewhere, under conditions approved by the sanitary authority, for a period not exceeding six days reckoned from the last day on which that person could have been infected.

ARTICLE 45.

Aircraft having departed from an anti-amaryl aerodrome in a region where yellow fever exists and arriving at a region where yellow fever does not exist, shall be subject to the provisions of Sections III and IV below.

ARTICLE 46.

For the purposes of local aerial navigation, nothing in this section shall be deemed to prevent the Governments of neighbouring territories in which yellow fever is found or exists endemically from establishing or employing, by mutual agreement, aerodromes which are not anti-amaryl aerodromes, for the needs of aerial navigation exclusively between these territories.

Section III.—Provisions in respect of Territories or Regions in which Yellow Fever does not exist, but in which there may be conditions which permit of its development.

ARTICLE 47.

In territories or regions where yellow fever does not exist, but where there may be conditions which permit of its development, the measures which may be taken on the arrival of an aircraft at a sanitary aerodrome are the following:—

- (1) Inspection of aircraft and cargo to ensure that they do not contain mosquitoes, and, if necessary, disinsectisation.
- (2) Medical examination of passengers and crew to ascertain that they are free from symptoms of yellow fever.

If a person is suspected to be suffering from yellow fever, or if it has not been established to the satisfaction of the sanitary authority of the aerodrome that a person has completed a period of six days since possible exposure to infection, he may be subjected to observation either within the precincts of the aerodrome or elsewhere, under conditions approved by the sanitary authority, for a period not exceeding six days reckoned from the last day on which that person could have been infected.

ARTICLE 48.

The High Contracting Parties undertake, save in exceptional circumstances which will require to be justified, not to invoke

sanitary reasons for prohibiting the landing in the territories referred to in Article 47 of aircraft coming from regions where yellow fever exists, provided that the provisions of Section II of this Chapter, particularly those concerning the measures to be taken on departure, are observed there.

ARTICLE 49.

Nevertheless, the High Contracting Parties may designate particular sanitary aerodromes as those at which aircraft from territories where yellow fever exists shall land for the purpose of disembarking passengers, crew or cargo.

Section IV.—*Provisions in respect of Territories or regions where the conditions do not permit of the development of Yellow Fever.*

ARTICLE 50.

In territories or regions where the conditions do not permit of the development of yellow fever, aircraft coming from regions where yellow fever exists may land on any sanitary or authorised aerodrome.

ARTICLE 51.

The measures to be taken on arrival are the following:—

- (1) Inspection of the aircraft and cargo to ensure that they do not contain mosquitoes, and, if necessary, disinsectisation.
- (2) Medical inspection of passengers and crew.

Chapter III.—*General Provisions.*

ARTICLE 52.

Persons who arrive in aircraft in the territory of any High Contracting Party and who have been exposed to risk of infection by one of the diseases referred to in Article 18 of the present Convention, and who are within the period of incubation, may, subject to the provisions of Chapter II of this Part, be subjected to surveillance until the termination of that period.

In the case of cholera and smallpox, the provisions of Articles 32 and 35 relating to immunised persons apply equally to action under this Article.

ARTICLE 53.

Persons who, on arrival at an aerodrome, are considered under the terms of this Part liable to surveillance up to the expiration of the period of incubation of the disease, may nevertheless continue the voyage on condition that the fact is notified to the authorities of subsequent landing places and of the place of arrival, either by means of an entry in the journey log-book as prescribed in Article 9

of the present Convention, or by some other method sufficient to secure that they can be subjected to medical inspection in any subsequent aerodrome on the route.

Persons who are liable to observation under the terms of Articles 26, 44 (fourth paragraph) and 47 (second paragraph) of this Convention, shall not be authorised until the expiration of the period of incubation to continue their voyage, except—in the case of diseases other than yellow fever—with the approval of the sanitary authorities of the place of their destination.

ARTICLE 54.

In applying sanitary measures to an aircraft coming from an infected local area, the sanitary authority of every aerodrome shall, to the greatest possible extent, take into account all measures which have already been applied to the aircraft in another sanitary aerodrome abroad or in the same country, and which are duly noted in the journey log-book referred to in Article 9 of the present Convention.

Aircraft coming from an infected local area which have already been subjected to satisfactory sanitary measures shall not be subjected to these measures a second time on arrival at another aerodrome, whether the latter belongs to the same country or not, provided no subsequent incident has occurred which calls for the application of the sanitary measures in question, and that the aircraft has not called at an infected aerodrome except to take in fuel.

ARTICLE 55.

The aerodrome authority applying sanitary measures shall, whenever requested, furnish free of charge to the commander of the aircraft, or any other interested person, a certificate specifying the nature of the measures, the methods employed, the parts of the aircraft treated, and the reason why the measures have been applied.

The authority shall also issue, on demand and without charge, to passengers arriving by an aircraft in which a case of one of the infectious diseases referred to in Article 18 has occurred, a certificate showing the date of their arrival and the measures to which they and their luggage have been subjected.

ARTICLE 56.

Save as expressly provided in the present Convention, aircraft shall not be detained for sanitary reasons.

If an aircraft has been occupied by a person suffering from plague, cholera, yellow fever, typhus or smallpox, its detention shall be limited to the period strictly necessary for it to undergo the prophylactic measures applicable to the aircraft in the case of each disease referred to in the present Convention.

ARTICLE 57.

Subject to the provisions of Chapter II of the present Convention, and particularly those of Article 47, any aircraft which does not wish to submit to the measures prescribed by the aerodrome authority in virtue of the provisions of the present Convention, is at liberty to continue its voyage. It may not, however, land in another aerodrome of the same country except for the purpose of taking in supplies.

An aircraft shall be permitted to land goods on condition that it is isolated and that the goods are subjected, if necessary, to the measures laid down in Article 10 of the present Convention.

Aircraft shall also be permitted to disembark passengers at their request, on condition that such passengers submit to the measures prescribed by the sanitary authority.

Aircraft may also take in fuel, replacements, food and water while remaining in isolation.

PART IV.—*Final Provisions.*

ARTICLE 58.

Any two or more High Contracting Parties have the right to conclude between themselves, on the basis of the principles of the present Convention, special agreements relating to particular points concerning aerial sanitary measures notably as regards the application within their territories of Chapter II of Part III.

These agreements, as well as those referred to in Article 46, shall be notified as soon as they come into force either to the Office International d'Hygiène publique or to the International Commission for Air Navigation, under the conditions laid down in Article 7.

ARTICLE 59.

The High Contracting Parties agree to seek the opinion of the Permanent Committee of the Office International d'Hygiène publique, before having recourse to any other procedure, should any disagreement arise between them as to the interpretation of the present Convention.

ARTICLE 60.

Without prejudice to the provisions of the last paragraph of Article 12 the High Contracting Parties undertake to apply the same tariff of charges to the aircraft of other High Contracting Parties as they apply to their own national aircraft for sanitary operations in their aerodromes.

This tariff shall be as moderate as possible, and shall be notified either to the Office International d'Hygiène publique or to the International Commission for Air Navigation under the conditions laid down in Article 7.

ARTICLE 61.

Any High Contracting Party which desires to introduce modifications in the present Convention shall communicate his proposals to the Government of the Netherlands. The latter will inform the Office International d'Hygiène publique, which, if it thinks fit, will prepare a protocol amending the Convention, and will transmit it to the Government of the Netherlands.

The Government of the Netherlands will submit by dated circular letter the text of the said protocol to the Governments of the other High Contracting Parties, asking them if they accept the proposed modifications. The accession of a High Contracting Party to these modifications will result either from explicit approval given to the Government of the Netherlands or from the fact that he refrains from notifying the latter of any objections within twelve months from the date of the circular letter above referred to.

When the number of expressed or tacit accessions represents at least two-thirds of the Governments of the High Contracting Parties, the Government of the Netherlands will certify the fact by means of a *procès-verbal* which it will communicate to the Office International d'Hygiène publique and to the Governments of all the High Contracting Parties. The protocol will enter into force between the High Contracting Parties mentioned in the said *procès-verbal* after a period of six months from the date of the *procès-verbal*. The present Convention will continue to be applied without modification by the other High Contracting Parties until such time as they shall have acceded to the protocol.

ARTICLE 62.

The present Convention shall bear to-day's date and may be signed within one year from this date.

ARTICLE 63.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be deposited with the Government of the Netherlands as soon as possible.

As soon as ten ratifications have been deposited the Government of the Netherlands will draw up a *procès-verbal* and transmit copies of the *procès-verbal* to the Governments of the High Contracting Parties and to the Office International d'Hygiène publique. This Convention shall come into force on the hundred and twentieth day after the date of the said *procès-verbal*.*

Each subsequent deposit of ratification will be notified by a *procès-verbal* prepared and communicated according to the procedure indicated above. This Convention shall come into force in regard

* The Convention comes into force the 1st August, 1935. For list of ratifications, see page 45.

to each of the High Contracting Parties on the hundred and twentieth day following the date of the *procès-verbal* attesting the deposit of his ratification.

ARTICLE 64.

Countries which have not signed the present Convention shall be allowed to accede to it at any time after the date of the *procès-verbal* recording the deposit of the first ten ratifications.

Each accession shall be effected by a notification through the diplomatic channel addressed to the Government of the Netherlands. The latter will deposit the document of accession in its archives and will forthwith inform the Governments of all the countries participating in the Convention, as well as the Office International d'Hygiène publique, informing them at the same time of the date of the deposit of the accession. Each accession shall come into force on the hundred and twentieth day from that date.*

ARTICLE 65.

Any High Contracting Party may declare at the time of his signature, ratification or accession, that his acceptance of this Convention does not bind any or all of his colonies, protectorates, territories beyond the sea, or territories under his suzerainty or mandate. In that event the present Convention shall not apply to any territories named in such declaration.

Any High Contracting Party may give notice to the Government of the Netherlands at any subsequent date that he desires that the present Convention shall apply to any or all of his territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph. In that case, the Convention shall apply to all the territories named in such notice on the hundred and twentieth day from the date of the deposit of the notification in the archives of the Government of the Netherlands.†

Any High Contracting Party may likewise declare at any time after the expiration of the period mentioned in Article 66 that he desires that the present Convention shall cease to apply to any or all of his colonies, protectorates, territories beyond the sea, or territories under his suzerainty or mandate. The Convention shall in that case cease to apply to the territories named in such declaration one year after the date of deposit of this declaration in the archives of the Government of the Netherlands.

The Government of the Netherlands will inform the Governments of all countries participating in the present Convention, as well as the Office International d'Hygiène publique, of the notifications and declarations made in pursuance of the above provisions, informing them at the same time of the date of their deposit in its archives.

* For list of accessions, see page 46.

† See, on page 46, list of British colonies, &c., to which the Convention has been made applicable by a notification made under this paragraph.

ARTICLE 66.

The Government of each country participating in the present Convention, may, at any time after the Convention has been in force for that country for five years, denounce it by notification in writing addressed to the Government of the Netherlands through the diplomatic channel. The latter will deposit the act of denunciation in its archives. It will forthwith inform the Governments of all the countries participating in the Convention as well as the Office International d'Hygiène publique, and will at the same time notify them of the date of such deposit; each denunciation will come into force one year after that date.

ARTICLE 67.

The signature of the present Convention shall not be accompanied by any reservation which has not previously been approved by the High Contracting Parties who are already signatories. Moreover, ratifications or accessions cannot be accepted if they are accompanied by reservations which have not previously been approved by all the countries participating in the Convention.

In virtue of which the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at The Hague, this twelfth day of April, One Thousand Nine Hundred and Thirty-three, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Government of the Netherlands and of which copies, certified as correct, shall be transmitted through the diplomatic channel to each of the High Contracting Parties.

[For signatures, &c., see page 23.]

Ratifications.

United Kingdom	...	...	...	September 15, 1934.
Australia	...	...	...	February 18, 1935.
Austria	...	...	...	May 29, 1935.
Egypt	...	...	...	August 8, 1934.
Germany	...	...	...	April 17, 1935.
Monaco	...	...	...	June 11, 1934.
Morocco	...	...	...	March 13, 1935.
Netherlands	...	...	..	September 13, 1934.
Roumania	...	...	...	March 25, 1935.
Syria and Lebanon...	...	...	...	November 28, 1934.
Tunis	...	...	...	March 13, 1935.

Accessions.

Bolivia	...	...	...	...	April 3, 1935.
Brazil*	...	...	...	...	April 3, 1935.
Chile	...	...	...	...	April 12, 1935.
Iraq†	...	...	...	...	April 3, 1935.
Sudan...	...	...	...	...	April 3, 1935.

* Subject to the following reservations:—

“(a) Pour ce qui concerne l'article 61, les amendements à la Convention tendant à lier le Gouvernement des États-Unis du Brésil doivent être d'abord acceptés par le Gouvernement brésilien.

“(b) Le Gouvernement brésilien se réserve le droit de décider si, sous le point de vue des mesures à appliquer, une circonscription étrangère doit être considérée infectée, et de déterminer les mesures qui doivent être adoptées, dans les circonstances spéciales, aux aéronefs et aux personnes arrivées à un aéroport brésilien.”

[Translation.]

“(a) As regards Article 61, amendments to the Convention which may become obligatory on the Brazilian Government must in the first place be accepted by the Brazilian Government.

“(b) The Brazilian Government reserves the right to determine whether, from the point of view of the measures to be applied, a foreign area must be considered to be infected, and to prescribe the measures to be adopted, under the special circumstances, in regard to aircraft and persons arriving in a Brazilian aerodrome.”

† Subject to the following reservation:—

“The Government of Iraq reserves the right to accept only those certificates which are signed by a recognised official of the Public Health Services of the country concerned, and which carry within the text of the certificate an intimation of the office occupied by the person signing that certificate, if the circumstances appear to be such that certificates delivered under the conditions laid down in Article 32 of the Convention do not provide all the necessary guarantees.”

Application to Colonies, &c.

By virtue of a notification deposited the 3rd April, 1935, the Convention applies as from the 1st August, 1935, to—

Southern Rhodesia.

Bahamas.

Barbados.

Bermuda.

British Guiana.

British Honduras.

Cyprus.

Falkland Islands and Dependencies.

Gold Coast—

(a) Colony.

(b) Ashanti.

(c) Northern Territories.

(d) Togoland under British Mandate.

Hong Kong.

Kenya (Colony and Protectorate).

Leeward Islands—

Antigua.

Dominica.

Montserrat.

St. Christopher and Nevis.

Virgin Islands.

Malay States—

(a) Federated Malay States—

Negri Sembilan.

Pahang.

Perak.

Selangor.

(b) Unfederated Malay States—

Johore.

Kedah.

Kelantan.

Perlis.

Trengganu.

Brunei.

Mauritius.

Nigeria—

(a) Colony.

(b) Protectorate.

(c) Cameroons under British Mandate.

North Borneo, State of.

Nyasaland Protectorate.

Palestine (excluding Trans-Jordan).

Sarawak.

Sierra Leone (Colony and Protectorate).

Straits Settlements.

Tanganyika Territory.

Trans-Jordan.

Uganda Protectorate.

Zanzibar Protectorate.